

# La psychiatrie viennoise et le nazisme : quand la recherche et le crime marchaient main dans la main

par Wolfgang Neugebauer

Dans un ouvrage retraçant l'histoire de la médecine sous le Troisième Reich, Hans-Walter Schmuhl, par ailleurs auteur de travaux approfondis sur l'hygiène raciale et l'euthanasie sous le nazisme, écrit : « *Les recherches conduites jusqu'à présent démontrent que peu de groupes professionnels ont contribué, autant que le corps médical, à l'accomplissement de la politique génocidaire des nationaux-socialistes. Dans leur politique de persécution puis d'extermination - celle, notamment des malades ou des handicapés mentaux, des Juifs, des Sintis, des Roms, des asociaux ou de tous les "ennemis du peuple" - les médecins ont joué un rôle clé.* »

L'implication des médecins allemands et autrichiens dans le système nazi et dans ses crimes n'a toujours pas été totalement révélée au public ni à la recherche historique. Si le « procès des médecins » organisé par les États-Unis en 1947, à Nuremberg, en a dessiné les contours essentiels, c'est surtout l'ouvrage des docteurs Alexander Mitscherlich et Fred Mielke, *Une médecine sans humanité* qui a tenté de poser un jalon fondamental dans la reconnaissance de faits dont on a souvent tenté d'étouffer les répercussions. Pourtant, ces recherches avaient été conduites à la demande du Conseil des médecins d'Allemagne de l'Ouest. Il existe au sein du corps médical une tendance à reporter la responsabilité des actes commis sous le nazisme sur quelques criminels isolés. Elle considère les médecins comme des victimes manipulées au lieu de voir en eux non seulement des coupables, mais également des décideurs. En Autriche, ce refoulement fut particulièrement fort, comme le montre le triomphe scientifique réservé au prix Nobel de médecine Konrad Lorenz, dont on a toujours cherché à ignorer ou minimiser le soutien évident à l'idéologie de l'extermination nazie.

Un autre ouvrage, rédigé par plusieurs professeurs d'université viennois (Peter Berner, Walter Spiel, Hanz Strotzka et Helmut Wyklicky) a tenté d'évoquer l'histoire de la psychiatrie à Vienne. S'il comporte une évocation des grands noms de la psychiatrie, comme Richard Krafft-Ebing, Julius Wagner-Jauregg, Sigmund Freud, il passe sous silence la question de l'implication de la profession psychiatrique dans les crimes médicaux perpétrés par les nazis. Un volume publié à l'occasion des 75 ans de l'établissement de Steinhof évoque quant à lui le meurtre systématique et massif de milliers de patients à travers l'euphémisme suivant : « *En 1940, 3200 malades furent évacués de l'hôpital psychiatrique.* » Cette occultation d'un des chapitres les plus sombres de l'histoire est caractéristique de l'Autriche contemporaine, en particulier de sa médecine et de sa psychiatrie. Ce n'est qu'au prix d'une falsification de l'histoire que son blason a depuis été redoré.

Il ne s'agira pas ici de donner une histoire de la psychiatrie de 1938 à 1945, mais de mieux comprendre l'implication des Autrichiens, et particulièrement celle des médecins et psychiatres viennois dans les crimes commis par les nazis (stérilisation forcée, euthanasie, expérimentations sur des êtres humains). Ces crimes, loin d'être marginaux ou périphériques, ont été au cœur de l'activité de ces établissements où les patients furent plus nombreux à être assassinés que guéris, au point de permettre d'affirmer qu'en ces années de guerre, la recherche et le crime marchèrent main dans la main.

## **Naissance et diffusion d'une idéologie raciste**

Rappelons d'abord comment biologistes, médecins et psychiatres ont contribué à définir la pierre angulaire de l'idéologie nazie : la théorie des races et l'hygiène raciale. Au dix-neuvième siècle, les innovations faites dans le champ des sciences naturelles se répandirent au sein des sciences humaines et politiques. Les tenants du darwinisme social considéraient par exemple que les principes biologiques de *lutte pour la vie* ainsi que celui de *sélection naturelle* devaient s'appliquer au sein de la société comme au sein de la nature. Il était donc important selon eux que les plus forts et les plus aptes puissent survivre et s'imposer. À l'inverse, les faibles, les inadaptés devaient décliner et disparaître. Ces conceptions ont été à l'origine des différentes théories nazies sur la "régénération du

peuple et de la race allemande”, laquelle ne pouvait être obtenue que grâce à une sélection soit passive soit active. Quoique paraissant aujourd'hui ridicules, de semblables vues sur la supériorité d'une race nordique, germanique et aryenne furent diffusées abondamment à l'époque. Largement relayées par des publications et périodiques pseudo-scientifiques, elles finirent par atteindre leurs objectifs. Dans les années 1920, parut un ouvrage intitulé *De la nécessaire destruction des vies indignes*. Ses auteurs, le juriste Karl Binding et le psychiatre Alfred Hoche y évoquaient pour la première fois « l'extermination des malades mentaux ».

Dans cette logique, l'hérédité et l'hygiène raciale furent dès lors établies en matière scientifique : elles imprégnèrent la politique sociale et sanitaire ; dans le domaine psychiatrique, elles inspirèrent les programmes d'extermination. Les partis progressistes eux-mêmes ne purent contrecarrer l'attractivité de cette propagande eugéniste, tandis que parmi les cercles catholiques et protestants, les idées sur la stérilisation et l'hygiène raciale se propageaient également. En somme, les nazis avaient opéré une radicalisation de concepts préexistants (comme l'idée darwinienne de la disparition des espèces inadaptées) et déplacé ceux-ci dans des champs où ils n'étaient pas applicables.

Bien que la préparation, la planification, la décision, la propagande et le pilotage des programmes de stérilisation forcée ou d'euthanasie aient été effectués depuis Berlin - où officia notamment le professeur de psychiatrie d'origine autrichienne, Max de Crinis - il y eut aussi en Autriche des zéloteurs de l'“hygiène raciale”, à l'instar d'Otto Reche, qui, en tant que membre du comité de direction de l'Institut d'Anthropologie, fonda, en 1925, la “Société viennoise d'hygiène raciale”, au sein de laquelle il entama une carrière active de professeur et de conférencier.

L'institutionnalisation de l'“hygiène raciale” s'opéra suite à l'annexion de l'Autriche en mars 1938. Elle eut lieu sur plusieurs plans. Aux Universités de Vienne et d'Innsbruck, des chaires d'“hygiène raciale et héréditaire” furent créées. L'“hygiène raciale” fut intégrée au cursus des études de médecine. Eduard Pernkopf, le doyen de la faculté de médecine (plus tard recteur de l'Université de Vienne), fit dès son cours magistral du 6 avril 1938 une ardente profession de foi en faveur des théories nazies sur l'hygiène raciale (et des conséquences qu'il convenait d'en tirer). Il faut noter en revanche qu'Otto Pötzl, professeur de psychiatrie de l'Université de Vienne, bien que membre de longue date du parti nazi puisqu'il avait adhéré dès 1930, ne se manifesta pas en faveur de l'euthanasie. Victor Frankl, qui dirigea de 1940 à 1942 le département de neurologie de l'hôpital juif, raconta même par la suite que Pötzl lui transférait systématiquement les patients juifs, afin de leur éviter de courir le risque d'être euthanasiés.

Les professeurs Konrad Lorenz et Walther Birkmayer furent à l'inverse des tenants radicaux de l'hygiène raciale nazie, tout comme des mesures d'éradication. On rapporte que Birkmayer, officier SS à l'époque, défendit une conception héréditaire des maladies mentales, lors d'un cours du soir dispensé en 1938 : « *Notre peuple a enfanté un génie particulier. Instinctivement, ce génie nous ordonne de préserver de la décadence la pureté de notre race, notre saine hérédité. En jeunes fanatiques, nous devons extirper tous les maladifs, les impurs, les décadents de notre peuple* ».

## **De l'idéologie aux premières mesures de stérilisation et d'euthanasie**

La première mesure criminelle prise par les nazis au nom de l'“hygiène raciale et héréditaire”, suite à leur prise de pouvoir, fut la politique de stérilisation forcée des malades mentaux, conformément aux objectifs de la “loi de prévention des maladies héréditaires” du 14 juillet 1933. Sa portée fut par la suite élargie au territoire autrichien par le décret du 14 novembre 1939, ce qui fut fait dès 1940. D'après les estimations, il y eut en Autriche entre 5 000 et 10 000 stérilisations forcées, parmi lesquelles on dénombra un taux de décès de 1,2%.

En vertu de la loi, les médecins et fonctionnaires des services de santé durent procéder au signalement de tous les “malades héréditaires” auprès de “tribunaux de santé héréditaire”, constitués d'un juge et de deux médecins chargés de rendre de pseudo-verdicts. D'après les informations fournies par Horst Seidler, ces tribunaux étaient, à Vienne, composés à 20% par des personnels de l'établissement de soin Wagner-Jauregg (lauréat 1940 du prix Nobel de médecine, c'est-à-dire peu après l'entrée en vigueur des

lois sur la stérilisation forcée en Autriche et son adhésion au parti nazi). À ces “tribunaux de santé héréditaire”, médecins et psychiatres fournirent également leur compétence d'experts, moyennant un revenu annexe considérable en raison du grand nombre de personnes qu'ils avaient à diagnostiquer.

Bien que la “loi de prévention des maladies héréditaires” ait typiquement été l'émanation de la pensée nazie et qu'elle ait été éradiquée de l'ordre juridique autrichien après 1945, les médecins et juristes impliqués n'eurent jamais à répondre de leurs actes. Cela probablement parce que ce crime nazi fut commis sur des fondements juridiques. Peut-être aussi parce que la stérilisation des handicapés est un phénomène qui se poursuit encore de nos jours.

Or, la stérilisation forcée ne parut pas suffisante à la politique d’“hygiène raciale” orchestrée par le Troisième Reich dans la mesure où ses effets ne devaient se faire sentir qu'au bout de plusieurs générations. La médecine nazie se mit donc à viser l'élimination totale des psychopathes, des simples d'esprit, des handicapés mentaux et autres humains “inférieurs”. Ce n'est pas un hasard si la campagne d'éradication des malades mentaux commença en 1939 (même si Hitler en avait conçu les prémices dès 1935). Aux yeux des nazis en effet, cette politique était censée contrebalancer la « sélection négative » des hommes que la guerre avait introduite : les hommes sains étant tués ou blessés au combat, les faibles et les malades demeurant épargnés. Il devint donc indispensable de construire des hospices et des installations d'accueil en conséquence. On estime selon les statistiques de l'établissement d'Hartheim qu'à partir de 1942, 93 532 lits au total furent créés au nom d’“*objectifs militaires*”, et qu'un plan de financement sur dix années prévoyait à ce projet l'attribution de plus de 885 millions de Marks.

C'est une circulaire signée par Hitler et datée du 1<sup>er</sup> septembre 1939 qui décida du premier meurtre de masse commis par le régime nazi. Ce document, qui permettait d'euthanasier les malades déclarés incurables, n'avait en l'espèce, aucune force de loi ni aucune légitimité. C'est pourtant dans ce cadre que le programme T4 (d'après l'adresse de la chancellerie d'Hitler à Berlin : Tiergartenstrasse 4) conduisit une grande partie des patients des établissements psychiatriques d'Allemagne à être transférés dans des établissements spécialisés dans les opérations d'euthanasie (notamment ceux d'Hartheim et d'Eferding) où ils furent assassinés au moyen de gaz toxique. On mystifia les parents et proches des victimes, à l'aide de fausses lettres et de certificats de décès. Il est désormais avéré que les patients euthanasiés étaient choisis par des experts (parmi lesquels deux Viennois, le docteur Erwin Jekelius, ou le professeur Hans Bertha) au moyen d'un questionnaire d'évaluation qui décidait de leur sort.

### **Les établissements d'Hartheim et de Steinhof**

L'établissement de soins de Steinhof, dans la région de Vienne, fut le plus important centre du Troisième Reich. C'est de là que partirent, au cours des années 1940 et 1941, entre 3200 et 4000 patients qui furent ensuite déportés à Hartheim. C'est aussi à Hartheim que furent transférés 2282 occupants de l'établissement d'Ybbs, près du Danube, ainsi que 500 à 600 patients de Gugging, ces deux établissements dépendant du district de Vienne. Mais la politique d'euthanasie ne s'arrêta pas là : elle finit par inclure également les occupants de tous les petits hospices et des maisons de soin des environs. Rien qu'au sein de l'établissement de Lainz, situé à Vienne, 346 questionnaires au total furent dépouillés. On estime aujourd'hui qu'au sein de l'établissement d'euthanasie d'Hartheim, dans le cadre du programme T4 entre 1940 et 1941, 18 269 personnes furent tuées, principalement des Autrichiens. La responsabilité de leur mort (à savoir l'ouverture du robinet de gaz) incombe intégralement à leurs médecins : le psychiatre Rudolf Lonauer de Linz, et le docteur Georg Renno de Strasbourg.

De tous les établissements ayant participé à l'accomplissement du programme T4 prévoyant les assassinats de malades mentaux, Steinhof est celui sur lequel les documents manquent le plus. Après 1945, en effet, il n'y eut pas de poursuites judiciaires déclenchées contre ses responsables. Celles qui furent intentées contre le directeur de l'établissement, Alfred Mauczka (l'un des rares à n'être pas nazi) furent abandonnées en raison de l'âge et de la santé du prévenu. Celles qui eurent lieu à l'encontre du directeur intérimaire nommé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1944, Hans Bertha, aboutirent de façon scandaleuse à l'abandon des charges de participation aux activités illégales du parti nazi,

retenues contre lui. Ainsi, le plus éminent expert du programme T4 fut finalement acquitté et pu ainsi poursuivre sa carrière universitaire de professeur de psychiatrie à l'Université de Graz. Il reste donc un chapitre de l'histoire autrichienne à clore.

### **L'abandon du programme T4 et la poursuite des « euthanasies sauvages »**

Le programme T4 fut finalement abandonné, non pas tant en raison des protestations toujours plus fortes de la communauté chrétienne, que sur l'ordre d'Hitler, le 24 août 1941. Mais cela ne mit pas fin aux euthanasies. Celles-ci se poursuivirent en effet sur les enfants, et sur les détenus des camps de concentration, dans le cadre du programme 14f13. Par ailleurs, Hartheim resta le dernier établissement d'euthanasie en service jusqu'en décembre 1944. Des déportés de Dachau, Mauthausen ou Gusen, des prisonniers du front de l'est, des malades mentaux y furent gazés, lorsqu'ils étaient déclarés inaptes au travail. À plus d'un titre (idéologique, psychologique, organisationnel), l'euthanasie des malades mentaux par les nazis préfigura l'Holocauste des Juifs et des Roms, qui devait s'ensuivre à partir de 1941.

Si l'assassinat des malades mentaux par famine, asphyxie ou par des méthodes comparables se poursuivit, ce fut dans bien des cas à l'initiative des responsables locaux, des responsables d'établissements, ou bien des médecins eux-mêmes. On ignore encore précisément s'il y eut une décision centrale pour organiser ces meurtres commis de manière désorganisée. Victor Brack, l'un des hauts responsables du programme d'euthanasie auprès de la chancellerie d'Adolf Hitler, inventa pour désigner ce phénomène l'expression « euthanasies sauvages ».

Les recherches menées au sujet des établissements de Klagenfurt et de Steinhof ont mis en évidence le fait que les personnels soignants causèrent parfois plus de décès qu'il ne leur était demandé. Ce "luxe de soin" ayant alors une signification tragique, puisqu'un patient nécessitant plus de soins voyait ainsi *de facto* augmenter ses chances de mourir. H. Rittmannsberger a montré, au sujet de l'établissement de Niedernhart, que dans le courant des années 1942-1943, de nombreux patients provenant de petits établissements étaient morts quelques jours après leur transfert. Il en fut de même dans plusieurs autres établissements. On connaît particulièrement bien le destin des 228 jeunes filles et femmes transférées en août 1944 de Alsterdorfer (dans la région de Hambourg) jusqu'à Steinhof, dont 201 moururent après une excessive perte de poids. Il est manifeste aujourd'hui que ces transports servaient à camoufler une mort qui survenait souvent très vite. Si l'on ajoute aux 15 000 à 18 000 Autrichiens assassinés à Hartheim les quelques milliers de personnes s'étant suicidées au sein de l'établissement, le total des victimes des opérations d'euthanasie conduites en Autriche s'élève donc entre 20 000 et 25 000 personnes.

### **L'établissement de Spiegelgrund et les euthanasies d'enfants**

En recourant à l'euthanasie, les nazis cherchaient à exterminer ce qui représentait selon eux les "*vies sans valeurs*", en l'occurrence les enfants handicapés mentaux ou moteur. Afin de contribuer à cet objectif, sur les conseils de la chancellerie d'Hitler et en collaboration avec le docteur Leonardo Conti, chef des médecins du Reich, fut créé, au début de 1939, le "Comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves". Une circulaire secrète du ministère de l'Intérieur obligea, à partir du 19 août 1939, tous les médecins et sages-femmes à signaler les anomalies (trisomies, micro- ou hydrocéphalie, malformation ou paralysie des membres) repérées sur les nouveau-nés et de manière rétroactive jusqu'aux enfants âgés de trois ans. À l'issue d'une pseudo-expertise et une fois la résistance des parents vaincue par la menace ou le mensonge, les enfants ainsi sélectionnés étaient remis à l'une des trente "centres de soins infantiles", ou en quelques semaines, ils trouvaient la mort par administration de morphine, de phénobarbital ou par privation de nourriture.

L'histoire de ces euthanasies d'enfants à Vienne n'est pour le moment connue que grâce à un compte-rendu très minutieux mais néanmoins fragmentaire donné par l'historien de la médecine, Mathias Dahl. Au sein de Steinhof, l'"établissement de soins infantiles de Spiegelgrund" fut inauguré le 24 juillet 1940. Il comportait 640 lits. À l'issue du transfert de compétences survenu en avril 1942, la gestion de l'établissement de Spiegelgrund fut

transférée par le “comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves” à la Division générale d’aide et de soins pour la jeunesse. Sept pavillons devaient « *permettre le séjour et l’observation des patients* ». Ils devinrent plus tard un centre municipal d’éducation, tandis que deux pavillons, le 15 et le 17, furent dotés de 220 lits, en tant que “centre de soins infantiles”. Jusqu’à la fin de l’année 1942, cette institution se nomma “clinique médico-pédagogique de Spiegelgrund”. Par la suite, elle fut rebaptisée en “clinique municipale de soins neurologiques pour l’enfance”.

## Une science criminelle

La clinique de Spiegelgrund fit office de “centre de soins infantiles” aux yeux du “comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves”. C’est donc de Berlin que ses dirigeants recevaient leurs instructions ainsi que de l’Office général de santé de la municipalité et du district de Vienne. De fait, cette institution communale fut responsable de la mise en œuvre des mesures d’hygiène raciale souhaitées par l’État nazi. C’est à cette fin qu’y fut créée une division consacrée à l’“hygiène raciale et héréditaire”, assortie d’un service consacré aux mesures d’extermination. Ses dirigeants vinrent de Berlin : les médecins Max Gundel et Hans Vellguth (comme médecin chef) étaient depuis longtemps membres du parti nazi, tout comme les dirigeants de la division d’“hygiène raciale et héréditaire”, les docteurs Arend Lang (jusqu’au début 1941) et Richard Günther.

Les directeurs de la clinique pour enfants (d’abord le docteur Erwin Jekelius puis le docteur Ernst Illing) étaient eux aussi des nazis convaincus, qui n’exercèrent pas sous la contrainte ou avec mauvaise conscience, mais qui virent dans les pratiques d’euthanasie un engagement conforme à leur vision du monde. Né en 1905 à Hermannstadt, Erwin Jekelius avait adhéré simultanément, en 1933, au parti nazi et au Front patriotique. Il avait obtenu en 1936 un poste de conseiller médical auprès de la ville de Vienne. En octobre 1940, accompagné d’une trentaine d’experts, il participa à une conférence autour de la loi sur l’euthanasie, avant deux autres séminaires organisés en mars 1941 par le “comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves”. Pour ces raisons, Erwin Jekelius fit partie du cercle étroit des véritables responsables du programme d’euthanasie. Suite à une polémique avec le conseiller Gundel et son collègue, le docteur Hans Bertha, Jekelius perdit en 1942 sa place de directeur au profit du docteur Illing. Il fut muté en 1944 à l’hospice de Lainz. Après sa fuite en 1945, il fut capturé par les forces d’occupation soviétiques, et accusé d’avoir continué en Russie ses opérations d’euthanasie. Il mourut en détention en 1952.

C’est grâce à l’intervention du professeur Heinze (membre du “comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves”) que le docteur Ernst Illing, né en 1904 à Leipzig et jusqu’alors employé au “département de soins infantiles” de l’établissement de Görden à Brandebourg, fut choisi pour remplacer Jekelius. Il poursuivit jusqu’en avril 1945 ses opérations d’euthanasie avant d’être condamné à mort par un tribunal populaire, puis exécuté. Comme il ressort des documents du “comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves” trouvés à Berlin, les médecins impliqués dans les “centres de soins infantiles” firent l’objet de « récompenses uniques et spéciales » à l’instar d’Ernst Illing. Ce dernier avait par ailleurs souligné l’implication d’Heinrich Gross, alors jeune assistant dans son service, qui lui apporta un concours volontaire notamment en tant que directeur par intérim, durant les quelques semaines de congés pris par Illing entre mars 1944 et le début de l’été. Ces précisions, apportées par Illing lui-même permettent de démentir de manière formelle les allégations du docteur Gross, selon lesquelles il s’est refusé lui-même à pratiquer l’euthanasie.

Les récentes publications traitant de l’euthanasie des enfants insistent largement sur le fait que ces crimes furent commis au nom d’intérêts scientifiques considérés au mépris de toute humanité. Ernst Klee a mis en lumière le rôle joué par deux scientifiques qui, en ayant accès à un poste à responsabilités, ont construit simultanément leur carrière sur des cadavres. Le professeur Julius Hallervorden, toujours fêté en 1982 comme l’un des doyens de la neuropathologie internationale, et le professeur Hanz Heinze, « *qui gagna durant le Troisième Reich sa réputation de psychiatre pour enfants et adolescents* ». Götz Aly signale quant à lui que les expertises réalisées dans le cadre des euthanasies d’enfants étaient conduites de façon minutieuse. Loin d’être une simple facette de la politique criminelle massive du nazisme, ces euthanasies devaient finir par « *constituer une*

*politique sanitaire à l'avenir prometteur car en tous points conforme aux ambitions de l'État nazi. » « C'est ainsi que la recherche, l'ambition scientifique et l'esprit critique », écrit-il « se compromirent au sein du "comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves" dans un mélange de recherche progressiste et d'extermination. »*

Chaque "centre de soins infantiles" comportait un département de recherche, où les essais cliniques, les diagnostics et les recherches anatomiques étaient conduits. Ces activités, non conformes à l'éthique médicale, avaient également lieu à la clinique Spiegelgrund de Vienne. Durant le procès d'Illing, les experts, les professeurs Erwin Stransky et Fritz Reuter démontrèrent que dans la plupart des cas, des encéphalogrammes avaient été demandés sans nécessité médicale aucune, en dépit de la douleur et de l'inconfort causés à des patients déjà affaiblis. C'est ainsi que mourut Johann Wenzl, le 18 juin 1942, à l'âge de trois ans. Les experts parlèrent de « vice de procédure ».

### **Le docteur Heinrich Gross**

Le docteur Heinrich Gross, né en 1915, fut actif au sein du parti nazi dès 1931 et travailla à la clinique de Spiegelgrund à partir de 1940. Il faisait vraisemblablement partie de ces jeunes médecins qui accomplirent leur tâche criminelle sans considération pour les circonstances et en ne considérant que l'intérêt scientifique. Comme il l'admit au cours d'une interview télévisée en 1979, Gross parvint à se procurer plusieurs centaines de cerveaux prélevés sur les patients décédés ou tués à Steinhof, qu'il employa pour ses recherches. Sa collègue, Barbara Uiberrak, arrivée à Steinhof en 1938 et devenue responsable de l'ensemble de l'établissement, expliqua dans le témoignage qui fut déposé lors du procès d'Illing, en janvier 1946 :

*« Chacun des cas illustrés par ces cerveaux est, d'un point de vue scientifique, hautement intéressant. À Steinhof, nous avons encore 700 cerveaux entreposés. Dans la plupart des cas, ils comportent encore leurs glandes sécrétrices, si bien qu'il est possible de les utiliser à n'importe quel moment à des fins de recherche scientifique, ce qui serait tout à fait intéressant. »*

Heinrich Gross et son assistante Uiberrak ne se livrèrent à ces confidences qu'après avoir échappé, dans des circonstances demeurées douteuses, aux poursuites intentées par la justice autrichienne. Gross bâtit toute la carrière scientifique qui suivit sur les cerveaux d'êtres humains pour lesquels il n'éprouva jamais ni compassion ni regret. Au cours d'une confrontation destinée à le placer face à son passé de médecin euthanasiste, il déclarait :

*« Le directeur de l'établissement, un nazi ambitieux, m'a dit un jour : « Voici les ordres : nous devons éliminer ces enfants infirmes et idiots. Ils n'ont pas plus de trois ans : utilisez du Luminal ou un autre somnifère. » Or, plus tard, il est apparu qu'il ne s'agissait pas là d'un ordre, mais d'une simple recommandation (...) Il faut rappeler qu'en ce temps-là, la tendance au sein de la psychiatrie n'était pas d'accorder une grande valeur à la vie. Moi aussi, j'ai été certainement influencé en ce sens. (...) Aujourd'hui, j'ai plus de distance vis-à-vis des choses. Je crois que j'aurais dû alors aller voir mes supérieurs et leur dire : « Dites, les gars, ce que nous faisons là n'a pas de sens : nous ne sommes pas des successeurs de Frankenstein ! »*

Au fond, les réponses émises par les prévenus devant les tribunaux furent toujours les mêmes : chacun, après avoir tenté de minimiser sa propre responsabilité par l'invocation d'une soi-disant ignorance ou d'une responsabilité collective, invoqua le fait que les meurtres d'enfants avaient été rendus légalement obligatoires (ce qui est faux). Parfois, c'est au nom d'une obligation morale que l'euthanasie est invoquée comme « seule solution possible devant les souffrances subies ». La déclaration faite par l'infirmière Anna Katschenka, lors de son accusation devant le tribunal populaire de Vienne est typique de cette attitude :

*« Je n'ai jamais eu l'impression, avec l'euthanasie, d'agir en dehors d'un cadre légal. Lorsque des enfants ont été euthanasiés, c'était toujours dans des cas où il n'y avait plus aucun espoir qu'une amélioration survienne. Nous abrégions alors des souffrances inutiles. Outre ce point de vue, qui est purement humain, j'ai été informée peu après mon arrivée qu'une circulaire confidentielle émanant du*

*ministère de l'Intérieur précisait que les enfants atteints de manière incurable pouvaient être euthanasiés, et cela jusqu'à l'âge de 16 ans. J'ai considéré que cette circulaire était contraignante, et qu'elle apportait une légitimité à mes actions. »*

### **Extension du crime aux asociaux et marginaux**

Les intentions des fonctionnaires nazis responsables des politiques sanitaires ou sociales au sein de l'État, du parti ou de la SS dépassaient la seule question des maladies héréditaires, des maladies mentales, ou des handicaps. Tous les êtres non-conformes à la norme du régime nazi devaient à terme se trouver menacés, en particulier tous ceux qui n'offraient pas – ou ne pouvaient offrir – de plus-value à la société, ceux qui, d'un point de vue économique étaient considérés comme des « bouches à nourrir ». Friedrich Stumpf, (qui devint par la suite professeur d'hygiène raciale à l'Université d'Innsbruck) se distingua par sa définition scientifique et héréditaire de l'"asocialité". Dès 1939, avec la construction de gigantesques fichiers de renseignement, les malades mentaux, handicapés, ainsi que toutes les formes d'« asociaux », les enfants et adolescents abandonnés, alcooliques, vagabonds, ainsi que leurs descendants vivants (la "racaille") furent fichés. Au fichier central de Vienne, où travaillaient parfois de soixante-dix personnes, 700 000 personnes étaient déjà fichées dès 1943 parmi lesquelles les nazis estimaient le nombre d'asociaux à environ 500 000 – un quart de l'agglomération viennoise.

Il est dans la logique même du nazisme de considérer ces personnes comme les futures victimes de la politique raciale. Plusieurs chercheurs (Götz Aly, Karl Heinz Roth, Klaus Dörner, Detlev Peukert) s'accordent à penser qu'une forme de « solution finale de la question sociale » a été envisagée. Elle aurait consisté en une extermination de l'ensemble des "hommes inférieurs" de la société. À Steinhof, le centre d'éducation de Spiegelgrund et le "centre de soins infantiles" furent réunis au sein du pavillon 23 en novembre 1941 et placés sous la direction d'Alfred Hackel, membre du parti nazi depuis 1931. Il les transforma en un "Établissement municipal de travail de Steinhof" où une centaine de femmes "asociales" la plupart ayant une vingtaine d'années, furent cantonnées dans des conditions comparables à celles des camps de concentration. Dans le même temps, les tendances meurtrières et criminelles des nazis trouvèrent leur expression par l'extension de la limite d'âge d'euthanasie de 16 à 17 ans, ainsi que par la permission d'inclure les enfants trouvés ou inadaptés. « *Dans les décisions meurtrières du "Comité du Reich pour le recensement scientifique des maladies héréditaires graves", les critères de « comportement social », « compétences générales » jouèrent dès le début un rôle décisif* », résume Götz Aly. Nous savons grâce aux informations données par les anciens pensionnaires de Spiegelgrund et grâce à une étude critique de ces sources, que la menace de mort, qu'elle soit formulée ou non, était constamment présente. L'un d'eux évoque une constante pénurie de biens alimentaires qui entraînait un taux de mortalité élevé. Un autre décrit l'euthanasie comme une épée de Damoclès suspendue sur chacun, cas d'actes d'insoumission. « *La nuit, l'horreur se glissait dans les couloirs, dans les pièces. Ma terreur était indescriptible* » raconte Aloïs Kaufmann, ancien pensionnaire du pavillon 18 de Steinhof, dans ses souvenirs. Un autre patient, Friedrich Zawrel, se rappelle de son second séjour au pavillon 17, dans les années 1943-1944 :

*« Je me suis aperçu un jour qu'un des jeunes garçons n'était plus dans son lit. J'ai demandé à la sœur Sikora ce qu'il était devenu. Elle me répondit qu'il n'allait plus revenir. Presque tous les jours, nous voyions les cadavres des enfants euthanasiés. On les plaçait dans des cercueils de cellulose. Ils étaient ensuite emportés en bicyclette. Je n'oublierai jamais comment les employés de l'établissement transportaient les cercueils, la plupart du temps simplement sous le bras. »*

Dans les pavillons 17 et 18, la menace d'euthanasie planait sur les enfants et jeunes handicapés qui y avaient été regroupés. Le pavillon 23, désigné comme "établissement de travail pour femmes asociales", comportait lui aussi son lot de victimes désignées, dès que débutèrent les programmes de stérilisation forcée. D'après l'expert de l'Institut médico-légal de l'université de Vienne, 5 des 17 cas de décès qui furent examinés avaient entre 13 et 17 ans.

## La suite donnée aux crimes nazis

On ne peut ici qu'évoquer brièvement quelle suite fut donnée aux crimes nazis.

- Les poursuites judiciaires entamées contre les responsables ont été insuffisantes. De nombreux médecins accusés ont pu reprendre leur profession, leurs recherches, et leur enseignement.

- La réparation des crimes auprès des victimes n'est jamais intervenue. Les familles de victimes euthanasiées, les personnes stérilisées de force sont restées exclues, jusqu'en 1995, des lois prévoyant l'indemnisation des victimes.

- Les thèmes nazis qui, après 1945, étaient devenus des thèmes tabous (l'euthanasie, la mort assistée, la stérilisation forcée) ont connu récemment (à travers les interventions de personnalités comme Julius Hackethal, Peter Singer, etc.) un retour au sein du débat public.

- En Autriche, la recherche historique sur les crimes nazis n'en est qu'à ses débuts : les sources n'ont pas encore été totalement rendues accessibles. Cette approche visant à évaluer les bénéfices et les coûts paraît inhumaine à l'égard des personnes qui, du fait de ce système, ont été lourdement handicapées, rendues stériles, ou sont aujourd'hui très âgées.

- Enfin, il faut signaler que les techniques génétiques, la reproduction assistée rendront probablement réalisables un jour, d'un point de vue technique, la sélection raciale.

Dans le cadre du débat public survenu au sujet du « docteur euthanasiste », Heinrich Gross, un vif échange eut lieu au Parlement autrichien, le 5 juin 1997. Au cours de celui-ci, les représentants des cinq partis présents formulèrent officiellement une critique des méthodes judiciaires, et demandèrent à ce que vérité soit faite au sujet des plaintes déposées. Deux députés, en tant que représentants de la profession médicale, ont à cette occasion, souhaité prononcer des allocutions qui furent remarquées.

Ce fut d'abord le docteur Elisabeth Pitermann (du parti social-démocrate autrichien) qui déclara tout d'abord : « *En tant que médecin, j'éprouve une grande honte à la vue de ce collègue qui a semble-t-il oublié notre éthique, nos principes, notre serment.* » Puis, le docteur Erwin Rasinger, au nom de son parti (du parti populaire autrichien) formula par la suite une opposition de principe à nouveau débat sur l'euthanasie (suite à la hausse des dépenses de santé) : « *Je ne peux pas accepter le fait qu'en matière médicale, on banalise des crimes commis par les nazis. En Autriche, les médecins ont pris part à une horrible machine de mort qui n'envisageait pas seulement la disparition brutale des opinions contraires, de races entières, mais qui souhaitait aussi celle des malades et des handicapés. (...) Je ne peux que présenter mes excuses aux victimes et aux survivants du Troisième Reich. En tant que médecins, nous avons contribué à ce que des millions de personnes trouvent la mort, assassinées par l'illusion raciale de leurs semblables et par l'accomplissement de faux devoirs. Personnellement, j'ai honte.* »

On aimerait qu'un tel esprit critique (et une telle capacité d'auto-critique) puisse faire son apparition en Autriche, et nourrir la confrontation des Autrichiens avec leur passé.